



Éditorial

Ian Brossat

Pour une Europe au service des gens !

France 2 m'aura finalement invité sur ses plateaux au même titre que les autres candidats à l'élection européenne du 26 mai prochain. Et j'ai pu y démontrer l'apport des communistes à un autre projet européen. Il était temps que la direction de France 2 cesse l'ostracisme à l'égard du représentant de la liste du Parti communiste : « L'Europe des gens contre l'Europe de l'argent ».

Mais cela ne s'est pas fait tout seul. Cette virevolte de la direction de France 2 ne doit rien au hasard. Elle est le résultat d'une mobilisation rapide et puissante des militants communistes et de nombreux citoyens pour que justice médiatique soit rendue et que la démocratie médiatique soit respectée.

Le premier enseignement à tirer de cet événement est que rien n'est jamais perdu d'avance. Comme toujours, et cela se vérifie au quotidien en de nombreux domaines, gagner ou perdre une bataille tient essentiellement au niveau de détermination et de volonté engagé afin de porter le fer à la hauteur des enjeux.

Quelle belle leçon de chose pour notre campagne des européennes qui est maintenant entrée dans une phase décisive. Il est en effet grand temps de lâcher les chevaux. Et nous avons de nombreuses raisons pour le faire.

L'Europe, telle qu'elle est issue des traités existants, depuis Maastricht jusqu'au TSCG avec leurs graves conséquences sociales sur les populations, est l'objet d'un rejet de plus en plus profond et massif. Chômage endémique, précarité, délocalisations, casse des services publics et des protections sociales, sont le résultat des choix faits à Bruxelles, même si nous ne rappellerons jamais assez que les premiers décideurs de ces choix sont les représentants, Présidents ou Premiers ministres, de chacun des pays membre de l'UE. À cet égard, qui mieux que le Pcf dispose d'une crédibilité réelle pour incarner la lutte contre de telles orientations, lui qui a toujours combattu et s'est toujours opposé à ces traités ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, une nouvelle dégradation de la situation en Europe que traduit

notamment la révision à la baisse des prévisions de croissance, renforce le besoin de disposer de forces politiques et d'élus européens déterminés à combattre cette logique mortifère de soumission au dogme de la finance, c'est-à-dire aux intérêts des marchés et des multinationales. Les annonces faites ces derniers jours sont en effet inquiétantes. L'Italie est annoncée en récession, l'Allemagne s'en rapproche dangereusement. Quant à la France, si elle semble moins menacée, elle le doit à son « bouclier social et public » qui joue encore son rôle d'amortisseur. Un sacré pied de nez à des dirigeants européens qui n'ont de cesse d'en appeler à supprimer les services publics et à soumettre la protection sociale au régime assuranciel.

Tout dans la période pousse à ce qu'une alternative à la fois radicale et crédible soit proposée pour sortir l'Europe et les peuples européens des affres d'une politique régressive rationnant toujours plus les dépenses de développement des potentiels humains. Il existe aujourd'hui un vrai danger nationaliste et néofasciste en Europe. Déjouer ce risque exige de faire le choix de l'émancipation humaine, et donc d'une politique qui, de l'Europe aux nations jusqu'aux localités, décide d'utiliser les énormes masses d'argent en circulation pour répondre aux exigences sociales et environnementales.

Le Parti communiste, le programme de la liste « L'Europe des gens contre l'Europe de l'argent » avancent un certain nombre de propositions capables de commencer à répondre en profondeur à ces exigences et d'engager une réorientation profonde de la politique européenne. De ce point de vue, le nœud gordien est la question d'une nouvelle maîtrise et utilisation de l'argent. C'est-à-dire une transformation profonde du rôle de la BCE, en clair de sa politique de création monétaire et d'utilisation de l'euro, à laquelle s'ajoutent des mesures fiscales d'un ordre nouveau.

Des milliards d'euros, 2700 plus précisément, ont été créés et déversés par la BCE sur les marchés financiers pour racheter les titres de dette publique détenus par les banques et les grandes entreprises. Plus de 700 milliards de crédits ont été refinancés par la BCE

après de banques à un taux zéro, voire inférieur à zéro, sans aucun effet de relance en termes de créations d'emplois, de développement industriel et de services publics. Tout cet argent n'a servi qu'à nourrir la spéculation. Il est venu gonfler les portefeuilles des actionnaires et autres fonds d'investissements. Et selon les annonces récentes de M. Draghi, cela va se poursuivre. La mise à disposition des banques d'euros à titre gratuit restera à l'ordre du jour pour faire face à la crainte d'une nouvelle explosion de crise systémique que fait planer le dangereux ralentissement de la croissance.

Voilà pourquoi nous proposons la création d'un fonds social, solidaire et écologique. Adossée à la BCE, cette nouvelle institution financière européenne permettrait de mobiliser les 2700 milliards en faveur du développement des services publics dans chaque pays de l'Union, cela sous le contrôle des parlements nationaux et européen et des citoyens disposant de nouvelles institutions pour exercer leur pouvoir de suivi.

Voilà également pourquoi nous proposons la mise en œuvre d'une politique hardie de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, qui pourrait prendre forme dans la création d'un serpent fiscal européen instaurant des taux plafonds pour l'ensemble des impôts indirects (TVA, et autres taxes sur la consommation, notamment la fiscalité verte) et des taux planchers pour les impôts directs (Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés). L'idée n'est pas nouvelle. Rappelons qu'existait un serpent monétaire qui aurait pu produire des effets intéressants si la volonté de soumettre les peuples à une monnaie unique pour soutenir la

financiarisation de l'économie ne l'avait pas emporté. Rappelons également que les taux de TVA sont déjà encadrés au plan européen, mais avec l'objectif inavoué d'augmenter le produit de cette fiscalité. Une commission de l'harmonisation fiscale européenne adossée au Parlement européen et déclinée au niveau de chaque parlement national gèrerait ce dispositif, tout comme elle organiserait un droit de suite en matière de contrôle fiscal des multinationales et de leurs filiales sur le territoire européen, imposant à chacune de payer leur impôt sur les sociétés (IS) sur le territoire où elles sont implantées et exercent leur activité. Enfin cette commission contribuerait à redéfinir les conventions fiscales entre pays de l'UE. L'attribution de crédits proposés par le Fonds européen comme la possibilité pour les entreprises d'obtenir une modulation de leur contribution au titre de l'impôt sur les sociétés seraient alors soumises à des critères sociaux et écologiques, cela sous le contrôle des populations et des salariés.

Tels sont les enjeux que pose une transformation en profondeur de l'Union européenne et de son fonctionnement. C'est une tâche difficile mais essentielle pour créer les conditions d'une véritable coopération et des solidarités actives entre les peuples européens souverains. Qui mieux que les candidates et candidats de la liste «L'Europe des gens contre l'Europe de l'argent» sont en capacité de la mener à bien? Leur ADN est depuis toujours celui de la lutte pour l'émancipation humaine avec pour objectif une civilisation débarrassée de l'exploitation et de toutes les dominations. Ensemble en confiance nous pouvons franchir un cap décisif dès le 26 mai prochain. ■■■

